



► Observatoire de l'OIT: le COVID-19 et le monde du travail. Deuxième édition Estimations actualisées et analyses

7 avril 2020

Principaux enseignements

- Depuis la 1^{re} édition de la Note de l'OIT, la pandémie de COVID-19 a connu une accélération aussi bien en termes de gravité que d'expansion dans le monde. Des mesures de confinement totales ou partielles touchent à présent près de 2,7 milliards de travailleurs, représentant environ 81 pour cent de la main-d'œuvre mondiale.
- Actuellement, dans divers secteurs économiques, les entreprises font face à des pertes catastrophiques qui menacent leur fonctionnement et leur solvabilité, notamment les petites entreprises, alors même que des millions de travailleurs sont exposés à des pertes de revenus et à des licenciements. Les conséquences sur les activités génératrices de revenus sont particulièrement sévères pour les travailleurs sans protection ainsi que pour les personnes les plus vulnérables au sein de l'économie informelle.
- Dans de nombreux pays, on constate une réduction importante du nombre d'emplois, souvent sans précédent. En l'absence d'autres données, les changements qui interviennent au niveau des heures de travail, reflétant à la fois les licenciements et les autres réductions temporaires du temps de travail, permettent d'avoir une meilleure idée de la réalité extrêmement grave de la situation qui prévaut actuellement sur le marché du travail.
- En utilisant cette méthode, la nouvelle estimation du BIT au niveau mondial fait état d'une réduction des heures de travail de 6,7 pour cent au deuxième trimestre 2020, ce qui équivaut à 195 millions de personnes qui travaillent à plein temps.
- Le nombre final de pertes annuelles d'emplois en 2020 dépendra de manière décisive de l'évolution de la pandémie et des mesures prises pour en limiter l'impact. C'est pourquoi le BIT va continuer de suivre de près l'évolution de la situation et publiera régulièrement des mises à jour de son estimation du nombre d'heures de travail perdues et sur ce que cela signifie en matière d'estimation des pertes d'emplois.
- La majorité des pertes d'emplois et des réductions d'heures de travail auront lieu dans les secteurs les plus touchés. Le BIT estime que 1,25 milliard de travailleurs représentant près de 38 pour cent de la main-d'œuvre mondiale sont employés dans des secteurs qui doivent faire face actuellement à une baisse sévère de la production et à un risque élevé de déplacement des effectifs. Parmi les secteurs clés figurent le commerce de détail, l'hôtellerie et la restauration ainsi que le secteur manufacturier.
- Les secteurs les plus touchés ont une forte proportion de travailleurs occupant un emploi informel et de travailleurs ayant un accès limité aux services de santé et à la protection sociale, particulièrement dans les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire. Si des mesures appropriées ne sont pas prises, ces travailleurs risquent fort de tomber dans la pauvreté et de devoir faire face à de plus grandes difficultés pour récupérer leurs moyens de subsistance pendant la période de reprise.
- Celles et ceux qui continuent de travailler dans des espaces publics, notamment les personnels de santé, doivent affronter des risques significatifs en ce qui concerne leur santé et sur le plan économique. Dans le secteur de la santé, les femmes sont concernées de manière disproportionnée.
- Quelle que soit la région du monde ou quel que soit le secteur, on constate que la crise a des conséquences dramatiques pour la main-d'œuvre mondiale. Des mesures doivent être prises pour fournir une aide d'urgence aux travailleurs et aux entreprises afin de protéger les moyens de subsistance ainsi que les entreprises viables économiquement,

notamment dans les secteurs très touchés et dans les pays en développement, cela pour permettre une reprise rapide et riche en emplois une fois la pandémie sous contrôle.

- Malgré les bonnes intentions manifestées par les gouvernements et les mesures prises, les ressources publiques sont limitées et doivent être utilisées pour encourager les entreprises à maintenir et/ou à créer des emplois.

Contexte: une crise qui s'aggrave avec des effets dévastateurs sur le monde du travail

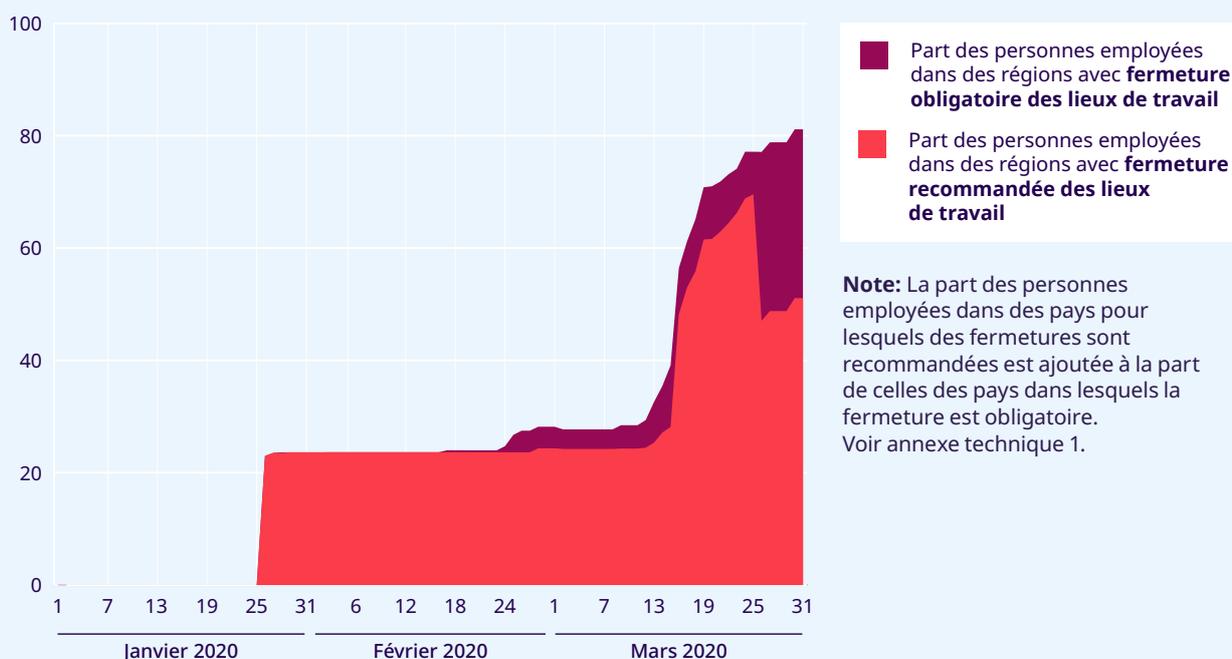
Ces quinze derniers jours, la pandémie de COVID-19 a connu une aggravation et une extension dans le monde, entraînant d'énormes effets sur la santé publique ainsi que des secousses sans précédent sur l'économie et le marché du travail. Il s'agit de la crise mondiale la plus grave depuis la deuxième guerre mondiale.

Depuis l'estimation préliminaire du BIT publiée le 18 mars, les cas d'infections au COVID-19 ont été multipliés par un peu plus de six pour atteindre 1 030 628 au 3 avril 2020. 47 600 personnes supplémentaires ont perdu la vie, faisant passer le nombre total de décès à 54 137¹. De nombreux pays ont pris des mesures de distance sociale afin d'enrayer la propagation du virus et d'éviter des conséquences catastrophiques sur les systèmes de santé nationaux et pour essayer de réduire le nombre de décès.

Les mesures de confinement ainsi que les restrictions en matière de commerce et de voyages, la fermeture des écoles et d'autres mesures contraignantes ont des conséquences très graves sur les travailleurs et les entreprises. Le BIT estime que les fermetures de lieux de travail ont augmenté de manière si rapide ces dernières semaines que 81 pour cent de la main-d'œuvre mondiale vit désormais dans des pays où il existe des fermetures obligatoires ou une recommandation de fermeture (figure 1). L'emploi dans les pays où il existe des fermetures obligatoires ou recommandées représente 87 pour cent de la main-d'œuvre des pays à revenu intermédiaire supérieur et 70 pour cent de la main-d'œuvre des

► Figure 1. L'emploi dans les pays où les lieux de travail sont fermés

Population mondiale ayant un emploi (%)



Note: La part des personnes employées dans des pays pour lesquels des fermetures sont recommandées est ajoutée à la part de celles des pays dans lesquels la fermeture est obligatoire. Voir annexe technique 1.

Source: ILOSTAT, estimations modélisées, novembre 2019, et «The Oxford COVID-19 Government Response Tracker».

1 Université Johns Hopkins – Center for Systems Science Engineering; <https://gisanddata.maps.arcgis.com/apps/opsdashboard/index.html#/bda7594740fd40299423467b48e9ecf6>.

pays à revenu élevé. Le COVID-19 touche désormais les pays en développement pour lesquels les capacités et les ressources sont sévèrement limitées.

En raison des perturbations économiques qu'elle entraîne, la crise du COVID-19 touche les 3,3 milliards de personnes qui forment la main-d'œuvre mondiale. A cause des réductions majeures et imprévues de l'activité économique, on constate un déclin considérable de la situation de l'emploi, à la fois en termes du nombre d'emplois et du nombre total d'heures travaillées. Dans de nombreux secteurs, l'activité économique a été sévèrement réduite dans beaucoup de pays, entraînant une baisse vertigineuse des sources de revenu dans un bon nombre d'entreprises. En raison de l'augmentation des mesures de confinement partielles ou totales qui réduisent le fonctionnement du monde économique et les déplacements d'une grande majorité de travailleurs, beaucoup ne peuvent plus travailler alors que d'autres subissent des changements considérables en matière de méthodes de travail. Ces événements touchent de nombreuses activités dans le secteur des services (hôtellerie et restauration, commerce de détail, etc.) tandis que, dans l'industrie, on enregistre des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement (par exemple dans le secteur automobile) ainsi qu'une forte baisse de la demande.

Les conséquences sur l'emploi du COVID-19 sont profondes, très étendues et sans précédent. Les ajustements en matière d'emploi suivent généralement avec un temps de retard la contraction de l'activité économique (comme ce fut le cas avec l'augmentation du chômage après la crise financière mondiale de 2009). Dans la crise actuelle, l'emploi est directement impacté suite aux mesures de confinement et à d'autres dispositions qui ont été prises et avec une amplitude plus importante que celle initialement prévue au début de la pandémie, y compris au moment de la rédaction de la première édition de la Note de l'OIT. C'est pourquoi cette deuxième édition comporte de nouvelles estimations au niveau mondial, par région et pour les différents secteurs économiques, qui ont pour objectif de saisir les effets de la crise telle qu'elle se manifeste actuellement (notamment à propos des effets des mesures de confinement). Toutefois, il existe toujours des incertitudes sur l'évolution de la crise, ce qui signifie que ces estimations actualisées reflètent simplement du mieux possible **l'impact actuel** sur le marché du travail en utilisant **les données disponibles**.

La crise la plus grave depuis la deuxième guerre mondiale: les pertes d'emplois se multiplient à travers le monde

Afin de mieux saisir les caractéristiques actuelles de la crise du COVID-19, la méthodologie du BIT pour produire des estimations globales a été revue pour obtenir des chiffres actualisés à propos de l'impact sur le marché du travail. Ces nouvelles estimations se basent sur un nouveau modèle de prévision immédiate (en anglais «nowcasting») qui repose sur l'utilisation de données en temps réel sur l'économie et le marché du travail, afin d'établir des prévisions sur les heures de travail perdues au deuxième trimestre de 2020 (sur la base des chiffres disponibles au 1^{er} avril) (voir l'annexe technique 2 pour en savoir plus sur la méthodologie utilisée).

Les estimations mondiales réalisées grâce au modèle de prévision immédiate du BIT montrent que la crise entraîne une réduction sans équivalent de l'activité économique et du temps de travail. Au 1^{er} avril 2020, nos estimations indiquent que pendant ce trimestre (deuxième trimestre) le nombre d'heures de travail sera en baisse d'environ 6,7 pour cent ce qui équivaut à **195 millions de travailleurs à plein temps (effectuant une semaine de travail de 48 heures)²**. Cela signifie que nombre de ces travailleurs vont devoir faire face à une baisse de leurs revenus et à un niveau supérieur de pauvreté, même si des activités de substitution peuvent être identifiées (par exemple, un retour à l'agriculture dans les régions rurales). Le déclin le plus important devrait toucher les pays à revenu intermédiaire supérieur mais l'impact est comparable dans l'ensemble des groupes de revenu.

► **Tableau 1. La crise entraîne une baisse sensible des heures de travail et de l'emploi (FTE)**

	Baisse des heures de travail (%)	Equivalent plein temps (40 heures, millions)	Equivalent plein temps (48 heures, millions)
Dans le monde	6,7	230	195
Faible revenu	5,3	14	12
Revenu intermédiaire inférieur	6,7	80	70

² Compte tenu de l'utilisation massive de mesures permettant aux travailleurs de garder leur emploi, l'augmentation des niveaux de chômage devrait être inférieure à 195 millions.

Revenu intermédiaire supérieur	7,0	100	85
Revenu élevé	6,5	36	30
Afrique	4,9	22	19
Amériques	6,3	29	24
Etats arabes	8,1	6	5
Asie et Pacifique	7,2	150	125
Europe et Asie centrale	6,0	24	20
Europe	7,8	15	12

Note: (1) Les données au-delà de 50 millions sont arrondies à 5 millions près, les données au-dessous de ce seuil sont arrondies au million près; (2) Les pertes en équivalent plein temps sont incluses afin d'illustrer l'ampleur des estimations en matière d'heures perdues. Leur interprétation constitue l'estimation de la réduction des heures travaillées, si ces réductions ont été supportées exclusivement et intégralement par un sous-groupe de travailleurs à plein temps et que le reste des travailleurs n'a pas enregistré de réduction d'horaires. Les chiffres ne doivent pas être interprétés comme correspondant au nombre d'emplois perdus ni à l'augmentation du chômage. Se référer à l'annexe 2 pour des informations plus complètes sur la méthodologie utilisée.

Le niveau d'augmentation du chômage dans le monde en 2020 dépendra surtout de la rapidité de la reprise de l'économie dans la seconde partie de l'année et de l'efficacité des mesures prises pour stimuler la demande de main-d'œuvre.

A ce jour, il existe un risque important d'enregistrer une hausse du nombre total de chômeurs fin 2020 à un niveau beaucoup plus élevé que dans l'estimation initiale (25 millions) figurant dans la première Note de l'OIT. Pour de nombreuses entreprises, les pertes en production devraient également s'avérer dévastatrices et durables, notamment dans les pays en développement où l'espace fiscal pour stimuler l'économie est limité.

Au-delà du chômage: le travail en danger

En raison des perturbations économiques massives et de leur impact sur les heures de travail, la crise du COVID-19 touche les 3,3 milliards de personnes qui forment la main-d'œuvre mondiale.

Cependant, les secousses qui traversent le marché du travail sont loin d'être uniformes, certains secteurs étant plus particulièrement touchés par l'effondrement de l'activité économique.

Les secteurs les plus à risque

Beaucoup de celles et ceux qui continuent à travailler, notamment le personnel de santé, se retrouvent en première ligne en combattant le virus et en s'assurant de répondre aux besoins essentiels de la population, ce qui inclut aussi les travailleurs du secteur des transports, de l'agriculture et des services publics essentiels. **136 millions de travailleurs** dans le monde exercent leur activité dans le domaine de la santé des personnes et de l'action sociale. Cela comprend les infirmières, les médecins et d'autres agents de santé, les employés des établissements de soins et les travailleurs sociaux, ainsi que les personnels de soutien médical comme les agents de blanchisserie et le personnel de nettoyage qui sont confrontés à un risque sérieux d'être contaminés par le COVID-19 sur leur lieu de travail. Environ 70 pour cent de ces emplois sont occupés par des femmes.

Si l'on se base sur des données économiques et financières en temps réel, il est possible d'évaluer l'impact de la crise sur la production économique au niveau sectoriel (avec des limites dans la ventilation selon l'existence de données globales). Selon cette évaluation, on peut identifier plusieurs secteurs économiques essentiels qui souffrent d'une chute vertigineuse de la production, notamment l'hôtellerie et la restauration, l'industrie manufacturière, la vente en gros et au détail ainsi que les activités immobilières et le monde des affaires (tableau 2). Ces secteurs utilisent une main-d'œuvre abondante et emploient des millions de travailleurs souvent peu rémunérés, peu qualifiés, notamment dans le domaine de l'hôtellerie et de la restauration et dans le commerce. Les difficultés économiques vont toucher particulièrement de manière grave les travailleurs de ces secteurs.

Ces secteurs emploient 1,25 milliard de travailleurs à travers le monde, représentant près de 38 pour cent de la main-d'œuvre mondiale. Selon le contexte national, ces travailleurs doivent faire face à une chute drastique et dévastatrice des heures de travail, à des baisses de salaire et à des licenciements. Ils devraient former l'essentiel des personnes figurant dans les estimations du modèle de prévision immédiate présenté ci-dessus.

► **Tableau 2. Les travailleurs en danger: perspectives par secteur**

Secteur économique	Impact actuel de la crise sur la production économique	Situation initiale de l'emploi (estimations mondiales pour 2020 avant le COVID-19)			
		Niveau d'emplois (000s)	Part de l'emploi global (%)	Part des salaires (revenu mensuel sectoriel/revenu total moyen)	Part des femmes (%)
Education	Faible	176560	5,3	1,23	61,8
Domaine de la santé des personnes et de l'action sociale	Faible	136244	4,1	1,14	70,4
Fonction publique et défense; sécurité sociale obligatoire	Faible	144241	4,3	1,35	31,5
Services publics	Faible	26589	0,8	1,07	18,8
Agriculture; forêts et pêche	Faible -Moyen*	880373	26,5	0,72	37,1
Construction	Moyen	257041	7,7	1,03	7,3
Activités financières et d'assurances	Moyen	52237	1,6	1,72	47,1
Mines et extractions	Moyen	21714	0,7	1,46	15,1
Arts, spectacles, loisirs et autres services	Moyen-Elevé*	179857	5,4	0,69	57,2
Transports; stockage et communication	Moyen-Elevé*	204217	6,1	1,19	14,3
Hôtellerie et restauration	Elevé	143661	4,3	0,71	54,1
Immobilier; activités administratives et d'affaires	Elevé	156878	4,7	0,97	38,2
Industrie manufacturière	Elevé	463091	13,9	0,95	38,7
Commerce en gros et de détail, réparation automobile et de motos	Elevé	481951	14,5	0,86	43,6

Note: Evaluation du BIT des données financières et en temps réel et données de référence d'ILOSTAT sur l'estimation globale de la distribution de l'emploi par secteur (CITI Rév. 4). Voir l'annexe technique 3 pour des détails complémentaires.

* désigne des secteurs qui comprennent des sous-secteurs qui ont été touchés de manière différente, par exemple certaines parties de l'industrie manufacturière (comme l'industrie automobile en Europe) ont été sévèrement touchées contrairement à d'autres parties.

Parmi les secteurs économiques les plus touchés, ce sont les secteurs du commerce en gros et du commerce de détail qui représentent la part la plus importante de travailleurs, ayant généralement des rémunérations peu élevées et ne disposant pas de protection. Ce groupe de **482 millions** de travailleurs comprend

notamment les caissiers/caissières, les étalagistes, les commerçants et les travailleurs qui ont d'autres métiers qui se rattachent à ces activités. Les travailleurs de ce secteur qui exercent des activités considérées comme essentielles (comme l'alimentation) peuvent continuer à travailler, mais ils courent des risques plus importants pour leur

santé au travail. Les travailleurs des commerces non essentiels sont confrontés à des fermetures généralisées et à des réductions drastiques en matière d'emploi et d'horaires.

Le secteur de l'hôtellerie et de la restauration est aussi très touché, représentant 144 millions de travailleurs. Ce secteur souffre d'une fermeture quasi totale dans certains pays et, lorsqu'il fonctionne encore, d'une forte baisse de la demande. Plus de la moitié des travailleurs de ce secteur sont des femmes.

Le secteur manufacturier, qui emploie 463 millions de personnes, est sévèrement touché dans plusieurs domaines. On demande aux travailleurs de rester chez eux, les usines ferment et les chaînes d'approvisionnement mondiales sont paralysées. Des mesures de quarantaine, des fermetures de magasins, des annulations de commandes et des baisses de salaire réduisent la demande dans des industries essentielles comme l'automobile et le textile, l'habillement, le cuir et la chaussure.

Les industries du transport, du stockage et de la communication représentent 204 millions d'emplois dans le monde. Cela inclut les pilotes de lignes et les membres d'équipage, les chauffeurs, les postiers et les livreurs, ainsi que ceux qui travaillent dans des entrepôts qui alimentent le transport et les chaînes mondiales d'approvisionnement. Si certains de ces travailleurs sont touchés négativement

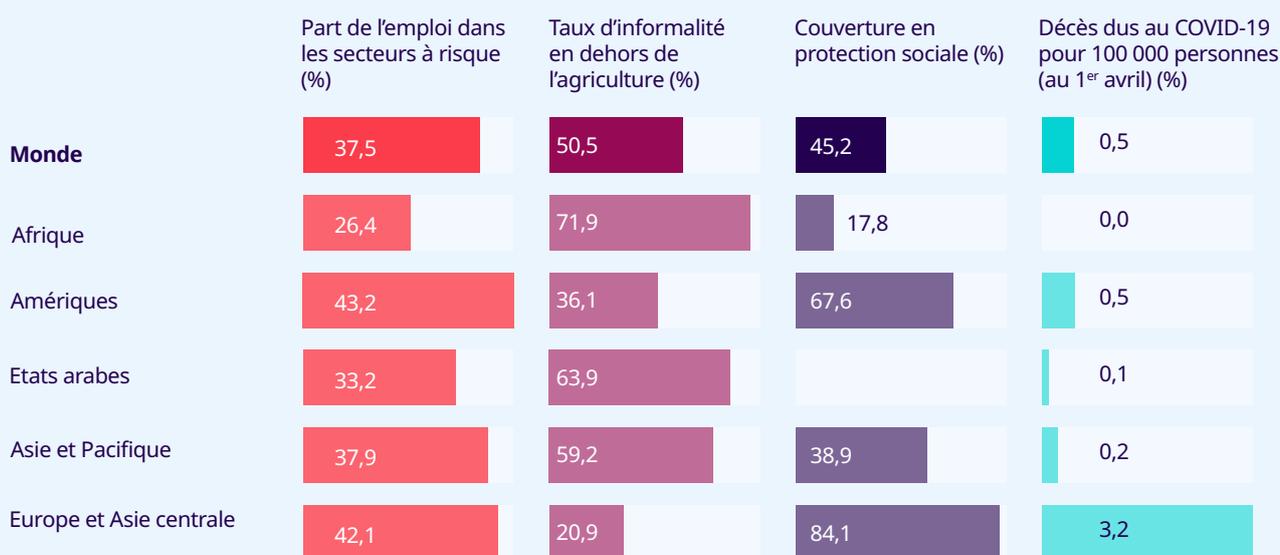
(comme ceux de l'industrie aéronautique), d'autres continuent de répondre à une demande croissante dans le commerce en ligne

Même si l'impact économique ne s'est pas encore fait sentir dans l'agriculture, plus grand employeur des pays en développement, des risques d'insécurité alimentaire émergent en raison des mesures de confinement, dont la fermeture des frontières. Avec le temps, les travailleurs de ce secteur pourraient être touchés de manière croissante, surtout si le virus se propage aux régions rurales.

En ce qui concerne les différences entre les régions du monde, la part de l'emploi dans les secteurs à risque varie de 26,4 pour cent en Afrique à 43,2 pour cent dans les Amériques. Toutefois, d'autres régions ont des niveaux plus élevés de travail informel, notamment l'Afrique, avec des niveaux moins élevés en matière de protection sociale. Même si ces régions ne connaissent pas encore un niveau de mortalité important en raison du COVID-19, le virus se propage rapidement dans plusieurs pays en développement dans lesquels le lien entre le travail informel, les faibles capacités et une densité très importante de population entraînent pour les gouvernements des défis majeurs en matière économique et de santé.

L'analyse sectorielle montre qu'il existe une grande disparité au niveau des secteurs et des types de

► **Figure 2. Travailleurs en danger, travail informel et protection sociale**



Note: Les secteurs considérés comme à haut risque de perturbations sont l'hôtellerie et la restauration, les industries manufacturières, l'immobilier, les activités administratives et d'affaires, le commerce en gros et de détail, la réparation de véhicules automobiles et de motos.

Source: ILOSTAT, estimations modélisées, novembre 2019; BIT, 2019, *Rapport mondial sur la protection sociale 2017-2019*; BIT, 2019, *Femmes et hommes dans l'économie informelle: un panorama statistique*; Centre européen de prévention et de contrôle des maladies.

travailleurs touchés. Elle indique également que beaucoup de ceux qui figurent parmi les plus touchés sont des travailleurs qui ont déjà des bas salaires et qui disposent d'un accès réduit à la protection sociale. Cet état de fait est susceptible de creuser encore les inégalités déjà existantes.

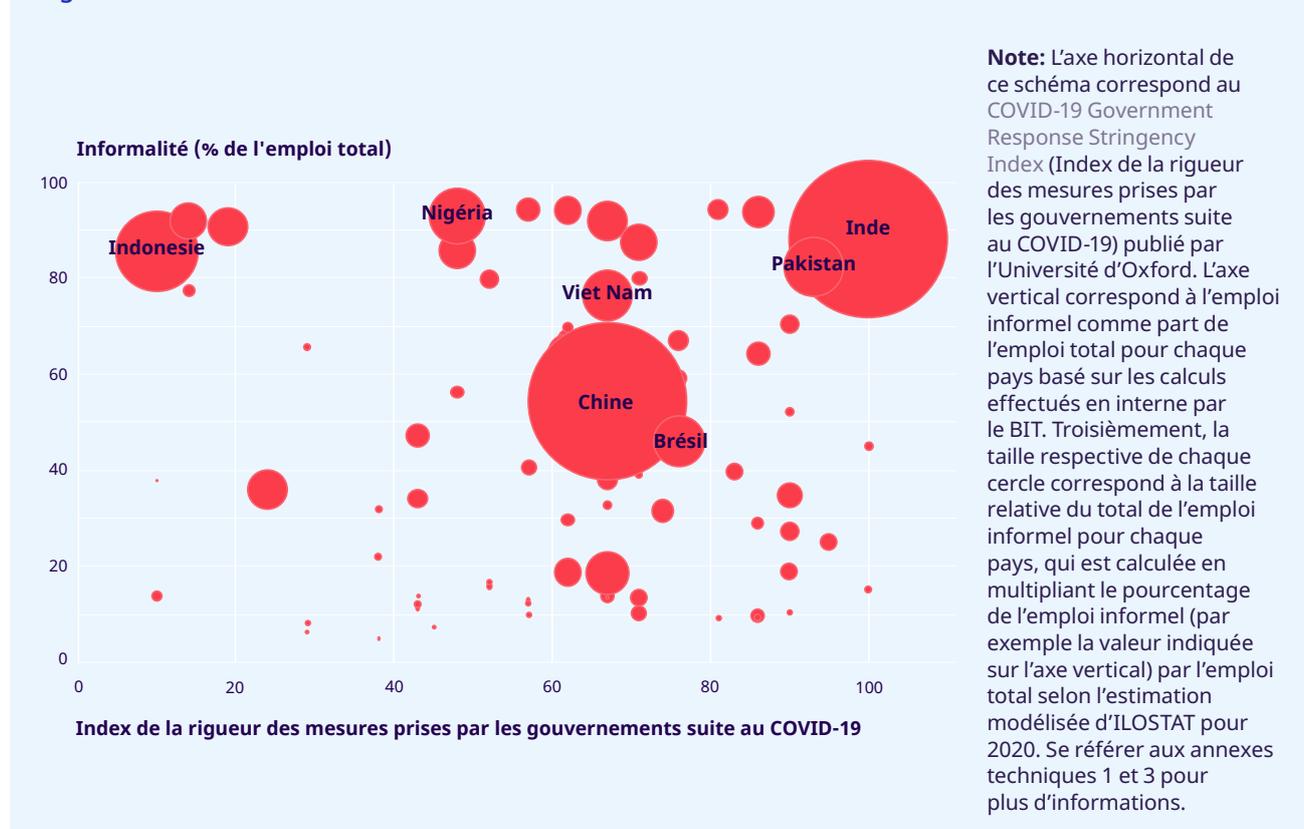
Les travailleurs dans l'économie informelle

Environ 2 milliards de personnes travaillent dans l'économie informelle³, la plupart d'entre elles dans les pays émergents et dans les pays en développement. L'économie informelle contribue à l'emploi, aux revenus et aux moyens de subsistance et, dans de nombreux pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire, elle joue un rôle économique majeur. Cependant, les travailleurs de l'économie informelle ne disposent pas de la protection de base dont on bénéficie généralement dans l'économie formelle comme la couverture en matière de sécurité sociale. Ils sont également désavantagés en ce

qui concerne l'accès aux services de santé et se retrouvent sans revenus de substitution s'ils arrêtent de travailler en cas de maladie. Les travailleurs informels dans les zones urbaines tendent également à exercer leurs fonctions dans des secteurs économiques dans lesquels non seulement il existe un risque élevé d'être infecté par le virus mais aussi qui sont concernés directement par les mesures de confinement. C'est le cas notamment des personnes qui recyclent les déchets, les vendeurs ambulants et les serveurs, les ouvriers du bâtiment, les employés des transports et les travailleurs domestiques.

Le COVID-19 touche déjà des dizaines de millions de travailleurs informels. En Inde, au Nigéria et au Brésil, le nombre de travailleurs dans l'économie informelle affecté par des mesures de confinement et d'autres mesures de restriction est important (figure 3). En Inde, avec près de 90 pour cent de la population évoluant dans l'économie informelle, ce sont environ 400 millions de travailleurs de cette même économie informelle qui risquent de s'enfoncer

► Figure 3. Les travailleurs informels sous confinement et sous d'autres mesures restrictives



³ Le terme «économie informelle» englobe l'ensemble des activités économiques effectuées par des travailleurs et des ensembles économiques qui – légalement ou dans la pratique – ne sont pas couverts ou insuffisamment couverts par des dispositions formelles. Cela inclut les travailleurs salariés n'ayant pas accès à la protection sociale ou à d'autres formes de dispositions à la fois dans le secteur informel et le secteur formel, les travailleurs à leur propre compte ainsi que les vendeurs ambulants et les travailleurs domestiques.

dans la pauvreté durant la crise. Les mesures de confinement actuelles en Inde mises en évidence dans le COVID-19 Government Response Stringency Index (Index de la rigueur des mesures prises par les gouvernements suite au COVID-19) publié par l'Université d'Oxford, ont eu un impact significatif sur ces travailleurs, obligeant nombre d'entre eux à retourner dans les régions rurales.

Les pays fragiles, subissant un conflit prolongé, souvent victimes de catastrophes naturelles ou de déplacements forcés devront affronter de nombreuses difficultés en raison de la pandémie. En effet, ils sont moins bien équipés pour se préparer et pour répondre au COVID-19 en raison du fait que l'accès aux services de base, notamment en matière de santé et d'assainissement, est limité. De même, le travail décent, la protection sociale et la sécurité au travail ne sont pas encore des données acquises. Enfin, leurs institutions sont faibles et le dialogue social est altéré ou absent.

Réponses politiques

La première Note de l'OIT sur le COVID-19 insistait sur les recommandations suivantes, qui sont toujours d'actualité à ce stade de la crise:

- Les normes internationales du travail constituent un socle solide pour apporter des réponses politiques essentielles.

- Les réponses politiques doivent se concentrer sur deux objectifs immédiats : les mesures de protection en matière de santé et un soutien économique à la fois du côté de la demande et du côté de l'offre.
- Des mesures de grande envergure et intégrées dans tous les domaines sont indispensables pour avoir un impact fort et durable.
- Il est indispensable de renforcer le climat de confiance par le dialogue pour que les mesures politiques prises soient efficaces. Cela passe par la mise en avant du dialogue social pour adapter les différentes mesures décidées afin qu'elles soient utiles à ceux qui en ont le plus besoin.
- Les réponses politiques doivent se fonder sur quatre axes:
 - Axe 1: Stimuler l'économie et l'emploi
 - Axe 2: Soutenir les entreprises, les emplois et les revenus
 - Axe 3: Protéger les travailleurs sur leur lieu de travail
 - Axe 4: S'appuyer sur le dialogue social pour trouver des solutions

► **Figure 4. Cadre politique: les quatre axes essentiels pour combattre le COVID-19 avec les Normes internationales du Travail**

Axe 1

Stimuler l'économie et l'emploi

- Une politique budgétaire active
- Une politique monétaire conciliante
- Des prêts et un soutien financier à des secteurs spécifiques, y compris celui de la santé

Axe 2

Soutenir les entreprises, les emplois et les revenus

- Extension de la protection sociale pour tous
- Appliquer des mesures de maintien des emplois
- Accorder aux entreprises des aides notamment financières/impôts

Axe 3

Protéger les travailleurs sur leur lieu de travail

- Renforcement des mesures de sécurité et santé au travail
- Adaptation des régimes de travail (par exemple le télétravail)
- Empêcher la discrimination et l'exclusion
- Permettre l'accès à tous aux services de santé
- Extension de l'accès aux congés payés

Axe 4

S'appuyer sur le dialogue social pour trouver des solutions

- Renforcement des capacités et de la résilience des organisations d'employeurs et de travailleurs
- Renforcement des capacités des gouvernements
- Renforcement du dialogue social, des négociations collectives, des institutions et des procédures de dialogue social

En complément de ces recommandations, les estimations incluses dans cette note font apparaître les besoins suivants:

- Soutien immédiat aux secteurs les plus touchés et à des groupes de population spécifiques, notamment pour les entreprises et les travailleurs qui exercent leur activité au sein de l'économie informelle. Des mesures spécifiques et ciblées sont nécessaires dans les pays où il existe des taux importants de travail informel, notamment des subventions pour venir en aide à celles et ceux qui sont les plus touchés par le confinement et des mesures de reconversion de la production afin d'identifier des formes alternatives de travail (par exemple la confection de kits d'équipement de protection individuelle – EPI). Ces mesures doivent être complétées par des efforts pour s'assurer de la disponibilité des produits alimentaires et d'autres articles de première nécessité. Des initiatives locales peuvent être mises en place rapidement afin de couvrir des besoins spécifiques, une manière efficace d'agir étant d'impliquer les organisations représentatives des personnes travaillant dans l'économie informelle.
- Tout en soutenant les personnes travaillant dans l'économie informelle, il faut également venir en aide aux travailleurs formels et aux entreprises pour éviter qu'ils ne retombent dans l'informalité en raison de la crise et de l'épuisement des réserves financières faites ces dernières années.
- Il est particulièrement important de s'assurer que l'argent public soit utilisé pour soutenir l'emploi et le revenu des travailleurs. De manière stratégique, il faut donc prendre des mesures de soutien financier ainsi que dans d'autres domaines pour encourager les entreprises à préserver ou à créer des emplois.
- La panoplie de mesures prises pour l'ensemble de l'économie et dans des secteurs ciblés doit tenir compte des particularités au niveau national, notamment la structure de l'économie, l'existence d'inégalités au préalable et la présence d'institutions au niveau du marché du travail pouvant élaborer au mieux des mesures politiques. Les différents pays doivent identifier des ressources permettant de mettre en place des mesures directes de relance budgétaire pour soutenir les revenus pendant la crise

à travers des politiques cohérentes et en gouvernant de manière transversale.

Des mesures d'une ampleur historique ont été prises de manière rapide. A travers le monde, on constate que les gouvernements ont déjà pris des décisions sans précédent pour répondre à une crise elle aussi inédite. Dans la plupart des économies avancées, des mesures extraordinaires ont été annoncées pour combler la chute temporaire des revenus et de la demande globale avec également pour objectif d'assurer un niveau convenable de protection sociale et de stabiliser les marchés du crédit et les marchés financiers. Dans de nombreux pays, l'action politique a été très rapide mais, dans d'autres cas, le processus demeure long et entravé par des procédures bureaucratiques. Des questions demeurent aussi sur l'ampleur des mesures prises, qui semblent insuffisantes dans certains pays pour répondre à l'ensemble des besoins. Au moment où la crise s'étend aux pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, des mesures similaires (ou même renforcées) seront nécessaires. En particulier, des mesures d'aide immédiates seront indispensables pour les entreprises et les travailleurs évoluant au sein de l'économie informelle. Ces efforts peuvent être utilement étayés par des régimes commerciaux ouverts, des marchés boursiers internationaux stables et l'existence de liquidités au niveau mondial. L'aide humanitaire et un soutien international pour répondre à la crise à la fois dans le secteur sanitaire et dans celui du marché du travail auront un caractère primordial dans les pays aux revenus les plus faibles où la marge de manœuvre budgétaire et les capacités sont très limitées. Cela passe par des financements à des conditions avantageuses, par des subventions et par un allègement de la dette en même temps que par un accès immédiat au matériel médico-sanitaire et à des compétences en matière de santé.

Les perspectives sont très incertaines.

Ces événements si rapides et d'une telle envergure nous amènent en terrain inconnu aussi bien pour évaluer les conséquences si nombreuses sur l'économie et sur le marché du travail que pour prévoir la durée et la gravité du choc. Les perspectives actuelles se caractérisent par une très grande incertitude à la fois sur l'ampleur de la secousse que l'on enregistre actuellement dans le domaine économique, sur la durée de ce choc ainsi que sur les conséquences à long terme sur les entreprises et sur les prévisions en matière d'emploi. C'est la raison pour laquelle il est indispensable pour les gouvernements d'observer la situation en temps réel en adaptant leur réponse.

► Annexes

Annexe technique 1: Impact des mesures de confinement dans le monde

Le Oxford COVID-19 Government Response Tracker (Index de la rigueur des mesures prises par les gouvernements suite au COVID-19) comporte des informations sur les mesures de distance sociale mises en place par les gouvernements dans 79 pays qui représentent en tout 81 pour cent de la main-d'œuvre dans le monde. Parmi eux, 45 pays ont décrété la fermeture des lieux de travail qui s'applique sur l'ensemble du territoire national et à tous les secteurs sauf pour des activités essentielles. Des mesures obligatoires ou recommandées de fermeture touchent au moins 70 pour cent des travailleurs dans les pays à revenu élevé et au moins 87 pour cent dans les pays à revenu intermédiaire supérieur.

Annexe technique 2: Méthodologie utilisée pour estimer le nombre d'heures de travail perdues

Le nombre d'heures de travail perdues est estimé en utilisant le modèle de prévision immédiate du BIT (en anglais «nowcasting»). Cette méthode utilise les données disponibles quasiment en temps réel afin d'établir une prévision du nombre total d'heures travaillées, qui sont publiées avec un décalage substantiel. Ces estimations sont comparées à la base de référence (le dernier trimestre avant la crise, c'est-à-dire le quatrième trimestre de 2019, avec ajustement saisonnier). Les données dans ce modèle de prévision immédiate comprennent plusieurs indicateurs de l'activité économique et de l'évolution du marché du travail.

Pour la mise à jour actuelle, nous utilisons l'indice des directeurs d'achat et l'index Google trends pour les termes de recherche «allocation chômage», «chômage» ainsi que d'autres termes appropriés dans les langues locales. En plus, pour l'Allemagne, nous utilisons les applications de Kurzarbeit (travail à durée réduite). D'autres indicateurs souvent utilisés pour les indicateurs de prévision immédiate pour le marché du travail, comme ceux de la confiance des entrepreneurs ainsi que des données administratives sur le marché du travail, ne sont malheureusement pas disponibles à temps à l'heure actuelle dans un nombre suffisant de pays.

En se basant sur des données en temps réel, nous estimons la relation statistique historique entre ces indicateurs et les heures travaillées, et nous utilisons les coefficients qui en résultent pour établir une prévision sur les éventuelles conséquences sur les heures travaillées selon les dernières observations fournies par les indicateurs de prévision immédiate. Cette approche directe est utilisée pour 18 pays pour lesquels nous disposons des indicateurs nécessaires. Dans le cas de 4 pays, les données saisies pour une prévision immédiate étaient disponibles mais pas la variable cible elle-même, en l'occurrence les heures travaillées. Dans ces cas précis, l'estimation a été calculée en utilisant les coefficients estimés pour le reste des pays.

Pour le reste des pays, nous utilisons une approche indirecte, selon laquelle nous extrapolons les heures relatives perdues des pays disposant de prévisions immédiates directes. La base de cette extrapolation est l'index de la rigueur des mesures de confinement prises suite au COVID-19 publié par l'Université d'Oxford puisque les pays ayant des mesures restrictives comparables enregistrent généralement un impact similaire sur les heures travaillées. Par ailleurs, dans le cas des pays pour lesquels on ne dispose pas de données en matière de restrictions, nous utilisons l'incidence actualisée de la pandémie du COVID-19 dans chaque pays afin d'extrapoler l'impact sur les heures. Compte tenu du fait que les pays ne procèdent pas au décompte des cas par la même méthode, nous utilisons le concept plus homogène des patients décédés en tant qu'indicateur indirect de l'extension de la pandémie. Nous calculons la variable à une fréquence mensuelle équivalente, mais les données sont actualisées quotidiennement. Notre source est le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies. Enfin, pour un petit nombre de pays pour lesquels aucune donnée n'est disponible au moment de l'estimation, nous utilisons la moyenne régionale afin d'imputer la variable cible. Le tableau ci-dessous résume les informations et l'approche statistique utilisées pour estimer la variable cible pour chaque pays ou territoire.

Approche	Données utilisées	Modèle	Zone de référence
Prévision immédiate	Google trends, PMI (par pays)	Données du panel régression	France, Etats-Unis, Royaume-Uni
	Google trends, PMI (Eurozone PMI)	Données du panel régression	Autriche, Belgique, Espagne, Irlande, Italie, Pays-Bas, Portugal
	Google trends, PMI (par pays), Registre à durée réduite	Régression	Allemagne
	Google trends	Données du panel régression	Afrique du Sud, Australie, République de Corée, Mexique, Pologne, Fédération de Russie, Suède
Extrapolation basée sur des données de haute fréquence du marché du travail	Google trends, PMI (Eurozone PMI)	Données du panel régression	Suisse*
	Google trends, PMI (par pays)	Panel data regression	Chine, Japon
	Google trends	Données du panel régression	Canada*
Extrapolation basée sur les mesures de confinement	Rigueur du confinement	Données du panel régression	Afghanistan, Algérie, Angola, Argentine, Barbade, Belize, Bolivie, Botswana, Bulgarie, Brésil, Chili, Colombie, Congo (République démocratique du), Costa Rica, Croatie, Danemark, République dominicaine, El Salvador, Equateur, Finlande, Grèce, Guatemala, Guyana, Honduras, Hong Kong-Chine, Hongrie, Inde, Indonésie, Irak, Iran (République islamique d'), Islande, Israël, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Macao-Chine, Malaisie, Myanmar, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Qatar, Roumanie, Rwanda, Serbie, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, République arabe syrienne, Tanzanie, République tchèque, Thaïlande, Turquie, Ukraine, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Zimbabwe
Extrapolation basée sur l'incidence du COVID-19	Taux d'incidence du Covid-19, par sous-régions	Données du panel régression	Albanie, Arabie saoudite, Arménie, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Bélarus, Bénin, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Burkina Faso, Brunéi Darussalam, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, République centrafricaine, Chypre, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Estonie, Eswatini, Ethiopie, Fiji, Gabon, Gambie, Géorgie, Ghana, Guam, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Haïti, Iles Vierges des Etats-Unis, Jamaïque, Kirghizistan, Koweït, République populaire et démocratique du Laos, Liban, Libéria, Libye, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, République de Moldova, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Népal, Niger, Nouvelle-Calédonie, Oman, Ouzbékistan, Paraguay, Pérou, Philippines, Porto Rico, Territoire palestinien occupé, Polynésie française, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sénégal, Somalie, Soudan, Suriname, Tchad, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Uruguay, Zambie
Extrapolation basée sur la région	Sous-région détaillée	Données du panel régression	Burundi, Comores, Corée, Erythrée, Iles anglo-normandes, Iles Salomon, Lesotho, Malawi, Sahara occidental, Samoa, Sao-Tomé-et-Principe, Sierra Leone, Soudan du Sud, Tadjikistan, Tonga, Turkménistan, Tonga, Vanuatu, Yémen

* Compte tenu des liens entre l'activité économique de la Suisse et la zone euro, c'est son indice des directeurs d'achat (PMI) qui est utilisé pour extrapoler la perte en heures. En raison de l'absence de données déjà disponibles pour le Canada sur les heures de travail par trimestre et des liens économiques étroits du pays avec les Etats-Unis, c'est le coefficient estimé pour la relation entre l'index Google trends et les heures travaillées de ces derniers qui est utilisé pour l'estimation des heures travaillées au Canada.

Note: Les zones de référence incluses correspondent aux territoires pour lesquels il existe des estimations modélisées du BIT.

En raison de cette situation exceptionnelle, y compris de la rareté des données pertinentes, les estimations sont à prendre avec un certain degré d'incertitude. Le choc sans équivalent encaissé par le marché du travail en raison de la pandémie de COVID-19 est difficile à saisir en établissant une comparaison avec l'historique des chiffres. De plus, au moment où ces estimations sont établies, il existe peu de séries chronologiques déjà disponibles et d'indicateurs à haute fréquence déjà publiés. Ces limites ont pour conséquence de faire augmenter le degré global d'incertitude. Dans les prochaines semaines, des données de séries chronologiques consistantes sur le marché du travail en provenance de différentes sources administratives seront disponibles pour de nombreux pays, ainsi que des données basées sur des enquêtes concernant la confiance des entrepreneurs et des ménages. Ces données fourniront des statistiques très intéressantes sur les heures travaillées. En conséquence, la fiabilité des estimations se renforcera au fil du temps, au fur et à mesure que le modèle utilisera un nombre plus important de ces données. De plus, une plus grande disponibilité des chiffres permettra d'utiliser la prévision immédiate directe pour un nombre plus important de pays et de moins se reposer sur des extrapolations. Cela permettra de produire des ensembles au niveau mondial et régional avec un moindre degré d'incertitude. C'est la raison pour laquelle les estimations feront l'objet de mises à jour régulières et de révisions.

Annexe technique 3: Evaluation de l'impact sectoriel

L'évaluation de l'impact de la crise sur la production économique de différents secteurs est basée sur des données économiques et financières en temps réel, notamment les indices PMI IHS Market Global Business Outlook and Sector; l'Institut de la finance internationale; l'indice VIX, Cboe Volatility Index; McKinsey; les analyses de la performance des entreprises; l'OCDE; Brookings; les analyses de Moody's; S&CF Insights; S&P Global; Continuum economics; Bloomberg; Bureau national des statistiques de Chine (NBS); et EUROSTAT.

Afin d'analyser les données présentées dans ces différentes sources, trois types d'indices ont été identifiés afin de révéler les effets du choc sur la dynamique des entreprises et sur l'emploi: (1) indices globaux de la production des entreprises; (2) investissements dans des actifs fixes, commerce intérieur et commerce extérieur (tout particulièrement en référence à la Chine afin de saisir les effets du choc pendant la période allant de décembre 2019 à février/mars 2020); et (3) la confiance des entrepreneurs. Les conclusions de ces indices montrent l'ampleur de la baisse de la production des entreprises, des investissements, des ventes, de la confiance et ce que cela implique en matière de licenciements et de projets d'embauches à court terme.

- 1. Les indices de production mondiale des entreprises sont particulièrement utiles afin d'examiner la baisse quantifiable à court terme d'un certain nombre d'activités manufacturières et de services. Les indices de production font apparaître de fortes perturbations en raison de l'onde de choc entraîné par le virus à travers les différents secteurs. L'analyse a été réalisée en examinant les indices de production mondiale et des indices différents pour l'Union européenne, les Etats-Unis et la Chine jusqu'à fin mars 2020.
- 2. Le deuxième type d'indicateurs se concentre sur l'investissement dans des actifs fixes et sur le commerce intérieur et extérieur notamment en ce qui concerne la Chine, particulièrement dans la période critique de décembre 2019 à mars 2020. Ils fournissent des enseignements substantiels sur comment un certain nombre de variables ont réagi au choc, y compris les indices autour de l'emploi. Le changement en matière d'investissement dans des actifs fixes selon les différents secteurs d'activités est d'une importance particulière pour l'évaluation. Les indices des ventes au détail de segments spécifiques de consommation viennent compléter l'analyse, ainsi que les changements intervenus en matière de valeur totale des importations et des exportations.
- 3. La troisième série d'indices utilisés pour l'analyse tourne autour de la confiance des entrepreneurs qui est en baisse notable depuis janvier 2020, reflétant une incertitude significative à propos des biens et des marchés financiers. Cette incertitude a eu un effet direct sur l'investissement et les flux de capitaux et a conduit à un arrêt généralisé des embauches. La confiance en ce qui concerne le bénéfice des entreprises reflète également cette incertitude et a des effets sur la planification des investissements et sur les décisions en matière d'embauche. Les changements intervenus dans la confiance globale des entreprises confirment à quel point cette confiance a connu une dégradation d'octobre 2019 à février 2020. L'incertitude est nette lorsqu'on examine l'index de volatilité VIX qui constitue un index du marché en temps réel qui reflète la confiance du marché à propos de la

volatilité à venir sur 30 jours, dérivant des différents indices des prix des options de l'index S&P 500 et permettant de mesurer le sentiment des investisseurs et les risques sur les marchés. Il s'agit d'un outil pour analyser les décisions en matière d'investissement et de risques, ces décisions ayant également une influence sur les choix en matière d'embauche. Dans cette catégorie, une autre série d'indices a été utilisée pour étudier l'incertitude en fonction des flux de capitaux, mettant en évidence comment l'onde de choc entraînée par le COVID-19 a infléchi les flux de capitaux dans les marchés émergents. Finalement, nous avons également examiné l'incertitude à travers le prisme de l'augmentation des coûts d'emprunts des gouvernements dans les économies émergentes.